



Communiqué de presse

TTIP: " L'agriculture ne doit pas être une variable d'ajustement"

A la veille du Salon de l'Agriculture à Paris, les eurodéputés Maria Arena et Eric Andrieu s'inquiètent de l'offensive américaine sur l'agriculture européenne.

Bruxelles, 26/02/2016 – Alors que le 12ème round de pourparlers de libre-échange UE/États-Unis (TTIP) touche à sa fin, les eurodéputés Maria Arena (S&D, BE) et Eric Andrieu (S&D, FR), qui ont eu accès aux documents de négociations, s'inquiètent de la tournure des négociations.

Pour Marie Arena, membre de la commission du Commerce International, *"les textes des négociations de l'accord, disponibles à la lecture au Parlement européen, justifient nos craintes ! Les trois démarches offensives des États-Unis visant à faciliter l'accès de l'agro-business américain sur le marché européen, à remettre en cause le soutien que nous apportons à notre agriculture et à mettre à mal nos indicateurs géographiques d'origine contrôlée, nous fait craindre le pire"*, explique l'eurodéputée belge.

"L'agriculture n'est pas que l'affaire des agriculteurs. C'est un modèle de production et de consommation que nous devons défendre. Pendant que les États membres tentent de trouver une solution aux difficultés rencontrées par le secteur agricole en Europe, la Commission européenne continue à négocier un accord ultra-libéral qui réduira à néant les efforts consentis en faveur de notre agriculture", insiste l'eurodéputée Marie Arena.

Pour Eric Andrieu, Vice-président de la Commission Agriculture du Parlement européen, *« le TTIP doit être un accord global et équilibré dans lequel l'agriculture ne doit pas être la variable d'ajustement, »* insiste-t-il, *« car le problème agricole renvoie à un choix sociétal ! À quelle société aspirons-nous ? Quelle agriculture voulons-nous ? »*

« Ces abaissements des normes européennes – notamment sanitaires et phytosanitaires – voulues par les américains risquent de mettre en danger le devenir des millions d'agriculteurs et la sécurité alimentaire des consommateurs européens. », ajoute-t-il.

Dans tous les cas, *« si la Commission européenne ne protège pas suffisamment nos concitoyens, nous plaiderons pour que le groupe S&D vote contre l'accord final le jour où il sera déposé sur les bancs du Parlement »*, avertissent les deux eurodéputés socialistes.

Contact:

Bureau MEP Eric Andrieu : Mery Laballe Laballe + 33 6 86 61 14 48

Bureau MEP Maria Arena : Delphine Van Bladel +32 476 60 02 61